Le prétendu dépérissement de la politique

Frédéric Leroy
Professeur de stratégie et responsable des enseignements transversaux, AUDENCIA Nantes.École de Management,
d'après une conférence réalisée à l'ESC Nantes-Atlantique de Myriam Revault d'Allonnes, auteur de "Le dépérissement de la politique. Généalogie d'un lieu commun" (Aubier, 1999).

Le 23 mars 2000, l'association *Isegoria* avait le plaisir de recevoir la philosophe Myriam Revault d'Allonnes, pour une conférence portant sur le dépérissement de la politique. Nous restituons ici le contenu de l'intervention de Myriam Revault d'Allonnes augmentée de quelques passages extraits de son livre *"Le dépérissement de la politique. Généalogie d'un lieu commun"*, paru en 1999 chez Aubier.

Introduction

C'est aujourd'hui un discours très répandu selon lequel la politique serait atteinte de langueur, tomberait en déshérence et serait vouée à la fois à l'impuissance et au discrédit. Or il est nécessaire d'analyser les fondements de ce discours.

Dès le début de son intervention, Myriam Revault d'Allonnes prend soin de renvoyer au sous-titre de son ouvrage. Il s'agit pour elle de faire la généalogie d'un lieu commun. Pourquoi parler de lieu commun ?

Parce que, et c'est le sens de l'intervention de Myriam Revault d'Allonnes, le dépérissement de la politique, n'a pas, malgré les apparences, l'évidence qu'on peut lui prêter. Ce travail généalogique exige donc de déconstruire le discours du dépérissement de la politique. En préliminaire, comme le remarque Myriam Revault d'Allonnes, il faut bien garder en mémoire que les critiques portées à la politique et plus particulièrement à la démocratie ne sont pas neuves. Démosthène se plaignait déjà du manque de conscience civile des citoyens et Périclès regrettait les "indifférents" qui pour lui étaient des inutiles à la Cité, On le voit, même dans la Cité grecque, souvent prise en exemple de participation politique, on regrettait déjà le dépérissement de la politique.

La politique selon les Grecs et selon les Modernes

Au delà du discours commun sur le dépérissement de la politique, sur la méfiance qu'elle suscite ou l'impuissance qu'elle affiche, il est utile d'analyser les rapports qu'entretiennent philosophie et politique, rapports qui sont souvent antagonistes. En effet, la philosophie porte en elle-même la menace du dépérissement de la politique.

Myriam Revault d'Allonnes met ainsi d'abord l'accent sur la notion de philosophie politique et en pointe la difficulté. Elle rappelle que philosophie et politique n'ont pas nécessairement fait bon ménage. Souvenons-nous que Socrate, que l'on peut considérer comme le fondateur de la philosophie, fut condamné à mort par la cité démocratique. La notion de philosophie politique est elle-même problématique et hantée par la contradiction. La philosophie se définit, en effet, selon la philosophie grecque, comme la recherche d'une vérité déclarée intangible et immuable. Il s'agit d'accéder à des essences. En revanche, la politique est par nature condamnée à l'incertitude, et ce malgré les efforts platoniciens pour introduire le rationnel dans la cité. La politique a pour objet les affaires humaines, la contingence. D'où cette tentation pour la philosophie

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

de se protéger de la politique, de s'affranchir de la fragilité des affaires humaines. En ce sens, le concept de gouvernement vise à se débarrasser du caractère imprévisible et incertain de l'action qui est au coeur même de la politique. Le motif du dépérissement de la politique signifie donc de la part de la philosophie une volonté de maîtriser l'incertitude des affaires humaines. Il renvoie en même temps à l'incapacité de la philosophie à affronter véritablement cette incertitude. Ainsi, selon le modèle platonicien, il faut soumettre les contingences de l'agir politique à la réalité d'un modèle idéal préétablie, celui de la cité juste. Mais cela est sans espoir puisque Platon lui-même reconnaît l'impuissance de la philosophie à installer dans le réel cette cité juste. Au contraire, Aristote admet la contingence au coeur de la politique : il ne condamne pas le caractère souvent interminable et incertain de la discussion politique. Cette position sera ensuite reprise par Myriam Revault d'Allonnes.

Mais au-delà de l'opposition entre Aristote et Platon, il est à retenir que chez les Grecs, l'humanité de l'homme n'est pas séparable de son caractère politique. La participation à la vie politique est essentielle, elle permet à l'homme d'user de sa raison et de réaliser sa liberté.

En revanche, la liberté telle qu'elle est conçue par les Modernes diffère fortement des conceptions développées dans le monde grec. En effet, chez les Modernes, il y a une dissociation entre liberté et politique; l'exercice même de la liberté implique aussi de ne pas faire de politique. Ainsi, pour Benjamin Constant, la liberté consiste dans "la jouissance paisible de l'indépendance privée". La liberté commence en quelque sorte là où finit la liberté politique. Alors que chez les anciens la liberté passe par une participation constante à la vie politique de la cité, chez les Modernes on met en avant la liberté privée, la possibilité de se replier sur une sphère qui échappe aux devoirs de la cité. La liberté est donc définie comme le résultat d'une soustraction.

Si la liberté est définie justement comme la part de l'existence individuelle qui échappe à la politique, il ne faut dès lors pas s'étonner des conflits entre l'individu et le citoyen ou entre les sphères du public et du privé. La liberté est ainsi ce qui permet de se libérer de la politique. Une telle définition de la liberté en tant que part de l'existence individuelle qui est retirée à la politique, met donc en avant la notion d'individu par opposition au citoyen. Cela signifie que la coïncidence de la politique et de la liberté ne va plus de soi. Une telle approche porte bien sûr en elle le germe de la dépolitisation ou du dépérissement de la politique.

Selon Myriam Revault d'Allonnes, les différences entre les conceptions anciennes et modernes de la liberté renvoient donc à deux conceptions différentes de la démocratie.

L'exercice de la démocratie ancienne et l'exercice de la démocratie moderne n'ont rien à voir puisque d'un côté, on insiste sur la participation active et nécessaire des citoyens à l'exercice du pouvoir (fût-ce par tirage au sort) tandis que de l'autre côté, la démocratie est à comprendre comme un système politique fondé sur le suffrage universel et où le contrôle l'emporte sur la participation. Avec les Modernes, le concept de liberté change donc de sens puisqu'il ne désigne plus l'égale participation des citoyens à l'exercice du pouvoir mais l'indépendance des citoyens à l'égard du gouvernement. Avec les Modernes, on trouve l'idée fondamentale selon laquelle l'individu est porteur de droits naturels préalables avant l'intervention de la société. La question fondamentale, dans cette perspective, n'est dès lors plus celle de l'exercice du pouvoir mais de sa limitation et du respect des droits naturels tenus pour imprescriptibles, droits que le pouvoir a pour fonction de garantir. La liberté est donc la limite que l'État ne doit pas franchir sous peine d'outrepasser la fonction qui lui est assignée. La politique est ainsi comprise non plus comme l'exercice du pouvoir mais comme la condition de la réalisation de soi dans la sphère privée.

Avènement de la démocratie et dépérissement de la politique

Les sens de la démocratie

Selon Myriam Revault d'Allonnes, le leitmotiv du dépérissement de la politique a pris corps avec une grande acuité à un moment où, paradoxalement, la démocratie est devenue une valeur universelle, une idéalité normative, à peu près acceptée partout. La démocratie a en effet acquis aujourd'hui une valeur quasi-universelle qui s'est superposée au simple dispositif institutionnel organisant le pouvoir. La crise de la démocratie surgirait en quelque sorte de son succès et de sa banalisation.

Il faut ainsi noter que la démocratie ne désigne plus, comme auparavant, le seul dispositif juridico-politique fondé sur le vote électif au suffrage universel. Aujourd'hui, la démocratie constitue une norme éthique garantissant le respect des droits de l'homme. Elle est désormais le principe constituant de la cité, la condition de possibilité de l'expérience politique.

Si ces deux acceptions de la démocratie, qui sont pourtant différentes sont souvent amalgamées, il en existe par ailleurs une troisième, issue de la pensée de Tocqueville. En effet, pour Tocqueville, la démocratie est beaucoup plus qu'un mode de gouvernement, elle est fondamentalement un type de société. La société démocratique est celle où les individus sont socialement égaux, ce qui ne signifie pas qu'ils sont égaux économiquement ou intellec-

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

tuellement mais qu'ils sont susceptibles, contrairement à la hiérarchie de l'Ancien Régime, d'exercer toutes les fonctions. Tocqueville comprend donc la démocratie comme une forme sociale traitant la manière de vivre ensemble. La démocratie selon Tocqueville est une forme de société inséparable d'un certain style d'existence ou de moeurs communes. La démocratie renvoie alors à un mouvement d'égalisation sociale des conditions par lequel les individus sont conduits à se ressembler de plus en plus, à avoir des modes de vie de plus en plus proches. Bien sûr, cette égalité des conditions n'est pas vraiment une réalité sociale objective, Elle constitue plutôt une norme ou un principe de légitimité auxquels les hommes se réfèrent sans jamais pouvoir l'atteindre. C'est en ce sens que Tocqueville parle de la passion insatiable de l'égalité.

Trois niveaux sont donc à prendre en compte qui permettent de distinguer plusieurs approches de la démocratie :

• la démocratie comme forme juridico-politique. La démocratie est alors un concept politique. C'est une modalité de l'exercice du pouvoir.

• la démocratie comme norme éthique garantissant le respect des droits de l'homme et la liberté.

• la démocratie comme style d'existence et manière de vivre en commun.

Les critiques de la démocratie

Si aujourd'hui, la démocratie est valorisée et synonyme de respect des droits de l'homme, il ne faut pas oublier, selon Myriam Revault d'Allonnes, que la démocratie est un système qui fut très critiqué par Platon pour qui elle signifie le gouvernement de la masse inculte et ignare. Ainsi Platon compare, dans la *République*, la réunion des citoyens à une hydre à mille têtes que les sophistes peuvent manipuler à leur guise. Et il existe une ambiguïté originelle du mot puisque "Démos" désigne certes le peuple mais signifie aussi populace, petit peuple. N'oublions donc pas que les grecs qui avaient inventé la démocratie émettaient en même temps de sévères critiques par rapport à celle-ci et savaient en dénoncer les dysfonctionnements.

Si le terme de démocratie a pratiquement disparu jusqu'à la fin du XVIII^{e} siècle, il a ensuite été l'objet de controverses et aussi bien les libéraux que les marxistes ont durement critiqué la démocratie.

Pour les penseurs libéraux du XIX^{e} siècle, la souveraineté du peuple porte ainsi en elle la menace de la tyrannie du nombre. La démocratie étend abusivement la sphère politique au détriment de la société civile et de la liberté de l'individu.

Quant aux marxistes, ils reprochent à la démocratie son caractère formel. Certes, la démocratie est un système politique qui donne formellement des droits à tous. Mais les droits de l'homme garantis par la démocratie sont en réalité abstraits et sans signification concrète. Derrière ce masque, la démocratie se révèle finalement comme un système de domination de la classe bourgeoise. Marx fait ainsi de l'émancipation politique un moment d'un mouvement plus vaste conduisant à l'émancipation humaine. L'accomplissement de l'homme se fera au sein d'une humanité affranchie du politique, c'est-à-dire délivrée du contrôle étatique. La dépérissement de la politique se rabat ainsi sur celui d'un dépérissement de l'État.

La démocratie contre les totalitarismes

Myriam Revault d'Allonnes remarque que c'est finalement assez récemment que le terme de démocratie a fait l'objet d'un consensus. Il a fallu pour cela la seconde guerre mondiale et la défaite du nazisme, puis la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme. On peut donc parler de paradoxe ; ce serait en quelque sorte parce que la démocratie serait devenue un lieu commun qu'on parlerait aujourd'hui de dépérissement de la politique.

Mais l'expression de lieu commun mérite de plus amples analyses. Il s'agit d'aller au-delà du cliché et de prendre le terme au pied de la lettre. En effet, un lieu commun n'est pas seulement un cliché ou un poncif. En ce sens, la démocratie est bien à comprendre comme le lieu commun, c'est-à-dire le lieu où l'on échange en commun des opinions. Elle est le lieu d'un langage partagé, d'un dialogue. Le lieu commun est justement la matière sans laquelle, il n'y aurait rien à discuter, rien à partager. En ce sens, parler de lieu commun n'est pas péjoratif : l'avènement de la démocratie comme lieu commun est une conquête fondamentale qui fonde les conditions de l'exercice de la politique aujourd'hui.

Bien sûr, renvoyer la démocratie du côté du débat d'opinion, de la discussion sans fin, c'est en souligner la faillibilité et l'imperfection. Mais reprocher sa faillibilité à la politique exercée sous sa forme démocratique n'est pas neutre. Cela revient implicitement à comprendre la politique comme une science qui échapperait à la contingence et à l'erreur. Critiquer la démocratie comme lieu d'échange interminable d'opinions faillibles conduit aussi à se tourner implicitement vers les systèmes totalitaires et la destruction du vivre ensemble qu'ils impliquent. Ce que pourchassent en effet les totalitarismes, c'est la politique même, en tant que discussion, remise en question et critique commune.

La politique doit-elle construire le bonheur des hommes, doit-elle installer le paradis dans la cité ? Rien n'est moins sûr, selon Myriam Revault d'Allonnes et c'est ce qui distingue la démocratie du totalita-

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

risme. Il faut, en effet, comprendre que la démocratie est fondamentalement ouverte. Elle est la condition de l'existence de la politique justement parce qu'elle ne s'assigne pas comme but de réaliser le bonheur des individus malgré eux et qu'elle ne vise pas à la régénérescence de l'humanité ou à la pureté d'une race. Selon Myriam Revault d'Allonnes, les politiques du paradis ressemblent souvent, trait pour trait, à celles de l'enfer. Elles sont habitées par l'inhumanité.

Les fins de la politique

Mais se pose alors la question de la finalité de la démocratie, question dont on ne saurait faire l'économie. On ne peut, en effet, selon Myriam Revault d'Allonnes, se contenter d'assigner comme but à la démocratie de seulement garantir la satisfaction et la sécurité des individus. La politique ne doit pas non plus se réduire au simple souci gestionnaire et à l'administration des choses. On ne peut donc se dispenser de poser la question de la finalité de la politique et de la prise en compte des idéaux des citoyens. Mais ce qui est visé n'est pas la réalisation du bonheur. C'est plutôt l'avènement du bien commun.

Il faut alors se demander ce que les hommes attendent de la politique, ce qu'ils en craignent et ce qu'ils en espèrent. D'où peut-être le malentendu : on somme parfois la politique de satisfaire des aspirations, de combler des désirs, ce qu'elle ne peut faire parce que ces missions lui sont étrangères.

Myriam Revault d'Allonnes reconnaît qu'il y a un danger aujourd'hui dans l'avènement de la démocratie comme lieu commun consensuel et excluant tout conflit. La politique, ne l'oublions pas, c'est le conflit. On se mesure à des adversaires et le débat est sans cesse réanimé et relancé. Or, aujourd'hui, la démocratie n'a plus vraiment d'opposition ouverte et franche dans le monde, si ce n'est de façon minoritaire. Alors qu'elle devient universelle, le risque est que les conflits disparaissent et avec eux l'exercice même de la politique. Non seulement, la démocratie n'a plus d'autre, plus de réelle alternative à l'extérieur d'elle-même mais elle ne connaît pas non plus de débats tranchés à l'intérieur. La démocratie serait devenue une forme universelle mais vide des conflits qui donnent sa consistance à l'existence politique.

Prenons quelques exemples contemporains à partir desquels on a voulu voir le dépérissement de la politique. Sont apparus en effet de nouveaux discours soulignant la fin des idéologies et l'absence de fin de tout débat. C'est la figure de la fin de l'histoire. D'autres ont mis en avant le discrédit de la politique, c'est la figure de la politique saisie par la morale. Enfin, certains discours montrent l'impuissance de la démocratie face aux lois des marchés financiers et à la mondialisation, c'est la figure de la politique livrée à l'économie. D'où les tentations de radicalité qui visent à réenchanter un monde soi-disant déserté par la passion politique et livré à l'insignifiance.

Fin des idéologies, fin de l'histoire et fin de la politique

A la fin des idéologies correspondrait la fin de l'histoire marquée par l'effondrement du communisme et l'universalisation de la démocratie libérale et occidentale. Aujourd'hui, il y a, en effet, conjonction du libéralisme économique et de la forme politique démocratique. D'où la coïncidence de la fin de l'histoire et de la fin du politique. Cependant, l'explosion des revendications identitaires et la résurgence des États-nations relativisent cette fin de l'histoire.

Il faut certes prendre acte de l'épuisement des idéologies totalitaires, c'est-à-dire de systèmes de domination par l'État visant l'accomplissement d'une humanité nouvelle, comme ont pu l'être, par exemple, le nazisme ou le stalinisme. La fin de la seconde guerre mondiale a, dans cette perspective, consacré la démocratie comme forme politique universelle. Il est vrai qu'aujourd'hui la démocratie s'impose, presque partout, comme une norme.

Mais cela signifie-t-il que l'effondrement du communisme et le triomphe du capitalisme impliquent un désinvestissement des idées politiques, une dévalorisation de l'activité politique ? L'historien François Furet a certes souligné qu'avec la disparition du système communiste disparaissait aussi la passion révolutionnaire, avec pour conséquence une grande désaffection à l'égard de la politique. De même, en 1989, dans un article du *Monde*, Emmanuel Levinas remarquait que la chute du communisme consacrait la faillite des espérances de type messianique et laissait un vide dans la conception du politique. Ainsi, selon Myriam Revault d'Allonnes, un des problèmes qui se posent aujourd'hui est de pouvoir penser les modalités d'une émancipation politique hors d'une forme messianique et révolutionnaire.

Le discrédit de la politique ou la politique saisie par la morale

La politique est aujourd'hui accablée de multiples reproches. On parle ainsi de son impuissance à transformer le monde et de l'interchangeabilité des différentes politiques mises en oeuvre. On reproche aussi à la politique d'être politicienne, de prendre la forme d'une suite de stratagèmes et de mensonges pour la conquête du pouvoir. La mise en accusation des moyens de la politique rejaillirait ainsi sur sa vocation. Il serait de l'essence du pouvoir d'être mauvais et de la nature de la politi-

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

que d'être manipulatoire. Mais pour Myriam Revault d'Allonnes, l'expression de politique politicienne n'a pas de sens. Toute politique est nécessairement politicienne en ce qu'elle traduit, si l'on suit Machiavel, un nécessaire et inévitable rapport de forces.

A cette critique vient aussi s'ajouter la condamnation de l'immoralité des hommes politiques, de leur corruption. Cela constituerait un facteur aggravant le dépérissement de la politique. Le thème de la corruption ne peut bien sûr être passé sous silence dans la mesure où il renvoie à la question essentielle du rapport entre morale et politique. Mais il faudrait définir précisément, selon Myriam Revault d'Allonnes, ce qu'on entend par moralisation de la vie politique. Le projet est ambigu et risqué s'il implique de dissoudre la politique dans les valeurs morales. II faudrait plutôt revenir à la distinction proposée par Max Weber dans *Le Savant et le Politique* entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité. L'éthique de la responsabilité implique d'envisager les conséquences de son action sur la collectivité alors que l'éthique de la conviction relève plus de la morale. Elle vise une action qui se règle sur une fin moralement bonne. Or, selon Myriam Revault d'Allonnes, l'éthique de la politique existe certes mais n'obéit pas aux mêmes réquisits que ceux de la conscience morale. Et la différence entre éthique de la conviction et éthique de la responsabilité n'autorise pas à prononcer l'indignité de la chose politique ou de l'art de gouverner. Machiavel, avant Weber, avait d'ailleurs abordé de front cette question en soulignant la distorsion entre morale politique et morale privée. Machiavel récuse ainsi l'idée qui soumettrait l'action politique aux exigences de la raison spéculative ou de la morale. L'action n'est pas soumise à des règles immuables, elle s'adapte aux variations temporelles et au changement des circonstances.

La politique livrée au marché

Enfin on évoque de plus en plus fréquemment la réduction de la marge de manoeuvre de la politique et de la démocratie face aux lois des marchés financiers et aux phénomènes de mondialisation. Selon la pensée libérale, le marché est en effet le facteur déterminant dans la formation et l'organisation des groupes humains. L'économie est pensée comme le lieu de la réalisation du social et cela conduit à la dissolution de l'action politique dans la contrainte économique. Cela conduirait à penser la fin des souverainetés étatiques et l'impuissance des fonctions de contrôle qui constituent une des prérogatives des citoyens. La politique serait livrée à l'économie et dessaisie de sa fonction régulatrice. Sans nier ces contraintes, Myriam Revault d'Allonnes rappelle cependant l'existence de mouvements structurés qui mènent un combat contre la réduction du politique à l'économique.

Les nouveaux lieux de la politique

A l'évidence, ces phénomènes constituent les signes fort d'une crise de la politique, même s'ils sont en réalité difficiles à interpréter et riches de significations multiples. Myriam Revault d'Allonnes ne prétend bien sûr pas apporter une réponse à toutes ces questions. En revanche, elle propose d'examiner où s'est déplacée la politique aujourd'hui.

Comme cela a déjà été mentionné, la politique est une forme organisée de conflit. Aussi faut-il, selon Myriam Revault d'Allonnes, regarder là où surgissent les conflits dans notre société. Ils apparaissent aujourd'hui, en effet, moins dans la sphère politique proprement dite que dans la sphère sociale. C'est donc peut-être dans le social que s'est déplacé la politique. Ainsi, faut-il voir les mouvements sociaux de décembre 1995 comme des mouvements corporatistes ou plutôt comme une forme émergente, renouvelée et transfigurée de la politique ? Il en va de même avec le Pacte Civil de Solidarité ou les débats sur la parité hommes-femmes. Il est aujourd'hui difficile de situer ces problèmes de la modernité démocratique, de les analyser ou même de les nommer politiquement. Ils se donnent peut-être à lire comme les symptômes d'un dépérissement de la politique ou d'un déficit démocratique. Mais peut-être sont-ils une transfiguration de la politique. Ils montrent en tout cas combien la société civile peut jouer un rôle politique.

S'appuyant sur les *Principes de la Philosophie du Droit* de Hegel, Myriam Revault d'Allonnes souligne que de la société civile peuvent émerger des demandes, des revendications non catégorielles. En effet, pour Hegel, la société civile ne se réduit pas au système des besoins, aux simples rapports économiques, c'est-à-dire aux échanges et à la division du travail. La société civile est aussi la sphère du juridique, du social, du culturel. Sur ce point, c'est une grande différence entre Hegel et Marx. La société civile est, selon Hegel, le terrain où se déploient les médiations qui déterminent l'interdépendance des individus, non seulement au niveau matériel de la satisfaction des besoins mais aussi au niveau des échanges éducatifs et culturels. En ce sens, l'émergence de pouvoirs intermédiaires et le développement de l'action associative constituent le signe d'un renouveau du politique. Ils permettent aussi de s'affranchir de l'image de l'expert politique. Dans *Protagoras*, Platon avait posé la question de la compétence politique. Et Myriam Revault d'Allonnes, se rangeant aux côtés d'Aristote contre Platon, précise que le citoyen n'est pas un expert

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

et qu'il n'y a pas de compétence politique spécifique. Le champ associatif permet donc de s'investir dans une forme politique tout en échappant au phénomène de professionnalisation dont Max Weber avait cependant souligné l'importance.

C'est pourquoi, selon Myriam Revault d'Allonnes, le désengagement des individus à l'égard de la politique n'est pas uniquement une forme de repli sur soi. Il existe aujourd'hui une socialité non politique qui offre aux individus la possibilité de s'investir pour obtenir des satisfactions qui ne sont pas purement privées. Le champ traditionnel de la politique se réduit peut-être d'un côté ou connaît une crise mais, de l'autre, la société civile propose désormais un système de médiations qui met en relation les individus les uns avec les autres.

Apparaît donc aujourd'hui une socialité nouvelle qui doit conduire à s'interroger sur le changement de contenu et de sens qui affecte la politique. II faut alors envisager non pas le dépérissement de la politique mais plutôt une transformation des représentations de la politique. La politique n'est plus comme chez les Grecs la dimension constitutive de la réalisation de l'humain mais le garant de la liberté. La modernité a relativisé la politique parce qu'elle en fait un moyen et non plus une fin. Et aujourd'hui, l'apparent désengagement vis-à-vis de la politique ne signifie pas son exténuation et le repli sur des égoïsmes individuels. Il signifierait plutôt que la politique deviendrait une fonction du social.

Conclusion : non pas le dépérissement mais la riche fragilité de la politique

La démocratie doit être analysée aujourd'hui en regard de l'expérience des régimes totalitaires. Selon Myriam Revault d'Allonnes, ces systèmes totalitaires ont été, dans leurs deux variantes majeures, le national-socialisme et le communisme, les tentatives les plus abouties de destruction totale de la politique. Ils sont les tentatives les plus marquantes et les plus violentes pour détruire les possibilités du vivre ensemble. Dans l'abolition de la distinction entre le privé et le public ou entre le politique et le social que prône le totalitarisme, plus rien n'est politique. La pluralité humaine qui est la condition du vivre ensemble dans un monde commun est alors effacée. Le totalitarisme apparaît ainsi comme une forme de domination qui vise à anéantir les conditions même de l'existence politique. A la clôture du totalitarisme s'oppose l'ouverture de la politique et le souci du monde qu'elle manifeste.

L'essence de la démocratie

Aussi, quelles que soient les faiblesses ou les errances des sociétés démocratiques, il est impératif de saisir qu'elles ne sont pas le lieu de la désolation, qu'elles n'effacent pas les conditions même de l'existence politique. Il faut garder présent à l'esprit que ce sont les institutions démocratiques qui permettent à l'agir humain de s'actualiser. Certes, le temps démocratique est le temps de l'action précaire. Certes, la démocratie est une forme inachevée et in-achevable. Mais plutôt que de condamner cet inachèvement, il faut plutôt le reconnaître comme tel et exploiter la capacité d'invention qui lui est attachée.

Il ne faut donc pas faire le deuil de la politique mais plutôt celui d'une certaine représentation de la politique. La politique est assurément vouée à l'incertitude, cela ne veut pas dire qu'elle soit frappée d'impuissance. Et, plutôt que de prononcer le dépérissement de la politique, il faut en accepter la fragilité, qui est dans sa nature même et qui en fait sa richesse.

F. L.

Référence

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021